Envoyé en préfecture le 17/04/2019

Reçu en préfecture le 17/04/2019

Affiché le 17 AVR. 2019

ID: 033-213300403-20190412-ARRETE 12042019-A

REPUBLIÇUE FRANCASSE

Département de la Génorde

ARRONDESSEMENT DE LANGON

MAIRIE BEGUEY

31 chemin do la Fabrique 33410 BBGURY

T61: 05 56 62 95 36 Fex: 05.56.76.94.06 Courriel: meirle.beguey@wanadoo.fr

ARRETE

Contrôle de conformité des instaliations raccordées à l'assainissement collectif dans le codre d'une vente

Le Maire de BEGUEY

VU les pouvoirs de Police du Maire au titre de la salubrité et de l'hygiène publique ;

VU l'article L. 2212.1 et suivant le Code Général des Collectivités Territoriales :

VU les articles L 1331-1 et L1331-4 du Code de la santé publique :

VU le Code Civil :

VU le Code de La Construction et de l'Habitation :

VU la loi du 31/12/2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

VU la loi ENE dite loi Grenelle II du 12/07/2010, portant engagement national pour l'environnement ;

Considérant le souhait du SIEA des 2 rives d'instaurer une vérification de conformité du réseau privatif des eaux usées lors des ventes pour les habitations raccordables au réseau d'assainissement collectif, comparable à l'obligation existente pour les habitations en assainissement non collectif;

Considérant la nécessité de veiller ou contrôle de l'ensemble des installations d'assainissement afin d'optimiser les conditions de salubrité publique, dont la responsabilité incombe à la commune ;

Considérant de surcroît l'importance de cet enjeu sonitaire pour la Commune de Béguey, qui se doit de surveiller toutes sources de conteminations susceptibles d'influer sur la qualité des milieux naturels;

Considérant ou vu des contrôles de conformité réalisés par le SIEA des 2 rives, un nombre substantiel d'installations non conformes pour lesquelles, les travaux de mise en conformité ne sont pas cousus ou moment de la vente:

Considérant que l'instauration d'un contrôle systématique lors des mutations constitue un moyen opérationnel permettent de régulariser les situations de non-conformité ;

Considérant les objectifs de la loi ENE dite lei Grenelle II d'avancer de 2013 a 2011, l'obligation de produire un cantrôle d'assainlesement de bon fonctionnement et d'entretien des installations lors de la vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation non raccorde au réseau public de collecte des eaux usées et par extension, le bien fondé d'étendre cette obligation aux propriétés raccordées ou raccordables au réseau public de collecte des eaux usées ;

ARRETE

<u>Article 1:</u> A l'occasion de toute mutation d'un bien immobilier raccordé directement ou susceptible de l'être au réseau public d'assainissement collectif, le propriétaire ou son représentant doit faire effectuer un contrôle des instaliations de collecte intérieure des eaux usées ainsi que son raccordement au réseau public.

Ce diagnostic consiste à vérifier la conformité en vertu des articles L1331-1 et L 1331-4 du code de la santé publique et notamment :

Envoyé en préfecture le 17/04/2019

Reçu en préfecture le 17/04/2019

Affiché le 17 AVR. 2019

- que tous les points d'eau générant des eaux usées sont raccordés au rés ID : 033-213300403-20190412-ARRETE_12042019-AI

que les caractéristiques pour l'évacuation des eaux esées et pluviales définles au règlement du service par la Collectivité sont blen respectées.

Le rapport de contrôle, date de moins de 3 ans ou moment de la signature de l'acte de vente, doit être joint au dossier de diagnostic technique prévu aux articles L. 271-4 et L. 271-5 du code de la construction et de l'habitation.

<u>Article 2:</u> Le propriétaire doit en faire la demande auprès du SIEA des 2 rives 05 57 98 39 75 contact@siea2rives.fr, qui procédera au contrôle par externalisation auprès du délégataire du service public d'assainlesement.

<u>Article 3</u>: Le délai de réalisation du contrôle par les services de SIEA des 2 rives ne sourait être exigés dans un délai inférieur à 3 semaines calendaires, à compter de la demande du contrôle par le propriétaire de l'immeuble.

<u>Article 4</u>: La prestation sera facturée directement par l'entreprise chargée de contrôle au nom du propriétaire cédant, conformément à la grille tarifaire contractuelle du délégataire

Article 5: A l'issue du contrôle, un rapport sera transmis au propriétaire avec capie à la commune.

Article 6: En cas de non-conformité, le propriétaire cédant ou l'acquéreur disposera d'un délai de 1 an pour réaliser les travaux de mise aux normes. Ce délai pourra être réduit par le Maire, en fonction du degré d'importance de la non-conformité relevée lors du contrôle et de ses impacts sur la sécurité et la salubrité publique.

<u>Article 7</u>: La prise en charge et le délai de réalisation des travaux devront alors explicitement être portés en mention dans l'acte authentique de transfert de propriété.

Article 5: Faute par le propriétaire de respecter les obligations édictées aux articles, L.
1331-4 et L. 1331-5 du Code de la Santé Publique, la commune, pourre, après mise en demeure, procéder aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables.

Article 9: Le délai de validité du certificat de contrôle attestant d'une installation conforme est de trois ans à compter de la date du contrôle, en l'absence de travaux intervenus postérieurement au dernier contrôle réalisé, ou de travaux ayant eu pour effet de modifier ou d'impacter l'installation de raccordement a l'assainissement collectif.

Article 10 : Les copies du présent arrêté et de ses annexes est notamment transmises à ;

- Communauté de Commune Convergence Garonne
- Communauté de communes rurale de l'Entre-deux-Mers
- Monsieur le président du Conseil Supérieur du Notariat La Chambre Départementale des Notaires
- la FNAIM (Fédération Nationale des Agents Immobiliers)
- SIEA des 2 RIVES

<u>Article 11</u>: Le présent arrêté est transmis à Monsieur le Préfet de la Gironde, porté à la connaissance du public par voie de presse et d'affichage en mairie.

Article 12 : Sont chargés, chacun en ca qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté :

- · Monsieur le président du SIEA des 2 rives.
- Monsieur le Maire de Béquey

Le Maire.

2 AVI. 20 Se Maire
RUPERT